

La voix de l'Opposition de gauche

TSCG. Tout faire pour épargner les institutions de la Ve République.

17 septembre 2012

Je ne soutiendrai pas l'appel du POI du 8 septembre et je m'en explique.

Ils demandent aux députés du PS et de EELV de voter non à la ratification du TSCG, ce qui pour nous est inacceptable.

Ils écrivent au début de leur appel :

"Début octobre, le gouvernement Hollande-Ayrault, contrairement aux engagements électoraux, soumet pour ratification au Parlement le traité TSCG (pacte budgétaire)", voilà qui pose plusieurs problèmes parce que cela ne correspond pas à la réalité.

Il s'agit là d'une interprétation du POI qui consiste à reprendre à la lettre une intention manifestement frauduleuse émise par Hollande lors de sa campagne électorales, alors que chacun savait qu'il n'en ferait rien, il faut être d'une mauvaise fois ou d'une malhonnêteté sans fond pour soutenir aujourd'hui le contraire, ce qui ne nous étonne pas vraiment de la part des dirigeants de ce parti, nous verrons plus loin ce que cela recouvre.

Qui, quel travailleur a cru un instant le discours tenu par Hollande lors de sa campagne électorale sur le TSCG ? Personne, pas un, d'autant plus que le TSCG ne les intéressait pas plus hier qu'aujourd'hui, c'est un fait incontestable que Mélenchon a bien été obligé de reconnaître la semaine dernière sur le marché de Hénin. Les faits, camarades, les faits. Hier, c'était au tour d'un journaliste de l'AFP de le confirmer : Dans les allées de la Fête de l'Humanité peu de badauds sont réellement au courant de l'enjeu du traité budgétaire européen. (AFP 16.09)

Qu'en est-il de la légitimité de Hollande ? C'est une autre question, mais on pourrait également se demander depuis quand un Bonaparte serait légitime pour représenter les intérêts des travailleurs dans le cadre des institutions de la Ve République que l'on prétend combattre et abolir, comment cela serait-il possible ?

Rappelons que Hollande a été élu par défaut parce que la majorité des masses exploitées souhaitaient virer Sarkozy, apparemment il n'y a que le POI pour l'ignorer encore. Enfonçons le clou, ne cherchez pas cette argumentation dans la littérature des partis ouvriers vous ne la trouverez nulle part, Hollande a été élu de justesse avec seulement 1,5% (en voix) d'avance sur Sarkozy, après que la majorité des médias aient mené campagne contre Sarkozy, en le pilonnant quotidiennement pendant des mois. Il y a fort à parier que sinon le résultat aurait été inverse où Hollande aurait été élu avec une majorité encore plus faible, autant dire qu'il n'aurait eu aucune légitimité dès le premier jour de sa mandature.

Les médias, qui est-ce, qui est derrière ? Les banquiers, l'aristocratie financière, les capitalistes qui ont estimé que Hollande serait mieux placé pour appliquer les contre-réformes qui accompagneront le TSCG, ils ont estimé que Sarkozy était déjà usé au bout d'un mandat ou qu'il lui manquait quelque chose pour mener à bien le "dialogue social" avec les dirigeants syndicaux qui sont censés

s'entendre mieux avec Hollande et le PS. Dès lors Hollande était leur candidat et jusqu'à preuve du contraire à ce jour ils ne le regrettent pas. Hollande tient son mandat de ses mentors du CAC 40, certainement pas pour remettre en cause le TSCG qui a été concocté pour eux. A ce propos, une précision. Il est faux d'affirmer que ce serait Merkel et Sarkozy qui l'aurait rédigé, franchement, vous voyez Sarkozy rédiger un traité, un peu de sérieux, ce sont les technocrates (économistes, avocats, juristes, etc.) de Bruxelles et Washington qui l'ont mis au point de tel sorte qu'il soit acceptable pour les deux parties.

Qu'est-ce que cela signifie prendre à la lettre le discours tenu par Hollande avant le 6 mai, autrement dit lui prêter une intention qu'il n'a jamais eu en réalité ? Qu'il aurait pu être un véritable président socialiste ? C'est grotesque. Quoi alors ? Qu'il pourrait le devenir, qui sait ? Comment ? Pardi, sous la pression de la rue il pourrait décider de ne pas faire ratifier le TSCG ! Qui peut colporter ce genre de baliverne ? Des illusionnistes professionnels.

Voyons maintenant ce que signifie s'adresser aux députés du PS (notamment) pour qu'ils ne ratifient pas le TSCG.

Ils devraient refuser de le ratifier parce que Hollande leur aurait menti, il aurait promis de le renégocier et il ne l'a pas fait. On revient en arrière, quel candidat, puis député du PS a cru un instant que Hollande allait prendre le risque de faire capoter une entreprise que l'UE a mis si longtemps à mettre au point et à amener sur le tapis si près du but, qui plus est dès le lendemain de son élection en se mettant à dos la totalité des chefs d'Etat de l'UE, le président de la Commission européenne, de la BCE, du FMI, etc ? Qui a pu croire une chose pareille ? Personne évidemment. C'est comme si Hollande avait promis d'éradiquer le chômage en 1, 2, 3, 4 ou 5 ans absolument personne ne l'aurait cru, surtout au PS. En résumé, la ligne politique du POI repose sur une assertion gratuite et sans lendemain de Hollande, un mensonge, une fausse promesse, une illusion, appelez cela comme vous voudrez, que le POI aurait pris à la lettre ainsi que les députés du PS, en prêtant aux travailleurs et aux militants de l'avoir cru aveuglément, de les avoir imités.

Comprenez bien, ils sont obligés de prêter aux travailleurs et militants cette illusion pour justifier leur appel en direction de Hollande et des députés du PS, le procédé est sournois, crapuleux et scandaleux, à croire qu'ils n'avaient pas d'autres arguments pour justifier leur position qui revient une fois de plus à soutenir les institutions que représentent Hollande et les députés du PS, on arrive là à la réelle signification de cet appel : soutenir le régime tout en prétendant le combattre, notez bien qu'ailleurs le POI se prononce pour l'abolition des institutions de la Ve République, sur le papier, car sur le plan pratique quand la question des institutions et leur légitimité se trouve poser, le POI est au abonné absent, on en a ici la preuve, une fois de plus.

L'angle sous laquelle le POI mène cette campagne est d'autant plus farfelu, ubuesque, que ce sont les députés centristes et de l'UMP qui vont le ratifier le TSCG. A l'UMP, ils ne se sont toujours pas remis de la défaite de leur chef, il faut dire que les médias ne les aident pas non plus, ce qui confirme ce qui a été dit plus haut. Ils savourent en coulisse que ce soit Hollande qui s'y colle au TSCG, après tout, il faut bien qu'il mérite le poste et les responsabilités qui lui ont été confiés, ils l'ont payé assez cher ! Que voulez-vous les intérêts supérieurs de la finance priment sur les questions de personne ou de parti... ou d'appareils !

Surtout ne pas remettre en cause la légitimité de la Ve République, c'est la seule question sur laquelle la totalité des partis engagés dans cette bataille sont unis.

A l'arrivée, le TSCG va être ratifié contre l'avis de la majorité de la population qui est contre et va souhaiter son abrogation, du coup les institutions qui l'ont ratifié vont être placés en situation

d'illégitimité qu'on le veuille ou non, observez dans les mois qui viennent de quelle manière ils vont esquiver cette question, l'enterrer, pas question de lier nos revendications sociales à l'abrogation de ce traité et à l'abolition des institutions, de la Constitution, qui ont permis sa ratification, un acte antidémocratique, un coup de force auquel seule la mobilisation révolutionnaire peut répondre. Qui permet la ratification du TSCG ? Qui ratifient le TSCG ? Dans quel cadre ? Réponse : Les institutions. Ainsi la question de l'Etat et du pouvoir est posée aux travailleurs en France, en Grèce, en Italie, Espagne, Portugal et d'autres pays où l'acuité de cette question s'imposera afin de balayer les régimes en place et d'instaurer les Etats-Unis socialistes d'Europe, le socialisme rétabli dans sa version originelle ou scientifique.

L'ennemi est dans notre propre pays, voilà la conclusion à laquelle les travailleurs de l'UE ne doivent surtout pas parvenir. C'est leur interdire de trouver la voie qui permettrait de résoudre la crise du capitalisme en faveur des masses exploitées, c'est soutenir l'ordre établi.

En complément, on pourrait revenir rapidement sur un argument fallacieux avancé par tous les partis sans exception qui appellent à la manifestation du 30 septembre, car il est révélateur de leurs réelles intentions, ils se démasquent eux-mêmes.

On nous dit qu'un gouvernement de gauche ne pourrait pas faire une politique sociale si le TSCG était ratifié, qu'est-ce que cela signifie ou implique ?

C'est très simple, que ce gouvernement dit de gauche n'abrogerait pas le TSCG. Cela signifie que tous ces partis s'en accommoderaient finalement. Ce qui n'empêche pas le POI de proclamer qu'il faudra combattre pour son abrogation une fois ratifié, le double langage habituel que le développement de la situation met en lumière.

Cela ne les dérange-t-il pas ? Pas vraiment, pourquoi, parce qu'en découplant le combat contre le TSCG du combat contre les institutions, ils en ont fait une abstraction, ils ont par avance vidé de son contenu politique ce combat en le détournant des institutions, dès lors ils peuvent continuer sur le thème du TSCG puisque cela ne mène à rien ou n'entame pas la légitimité des institutions qu'ils s'emploient à protéger.

Leur conception de la lutte de classe est subordonnée à des objectifs immédiats qu'ils traitent comme des abstractions, peu importe le résultat puisque c'est finalement leur combat qui est réduit à l'état d'abstraction, qui se suffit à lui-même en dehors de tout objectif politique. L'orientation politique ou le contenu politique d'une bataille ne les intéresse pas, ils doivent demeurer dans le cadre du régime au lieu de se projeter au-delà, ce que signifierait remettre en cause la légitimité des institutions de la Ve République. Leur comportement est similaire à celui du PS.

Notre conception de la lutte de classe subordonne tout combat à la question de la construction du parti et à l'objectif de son combat, la prise du pouvoir, afin que les masses prennent conscience des tâches et objectifs qu'elles ont à accomplir pour avancer vers leur émancipation, de gagner ses éléments les plus déterminés à en finir avec le capitalisme.

Deux conceptions de la lutte de classe qui sont antinomiques et incompatibles, parce qu'elles ne poursuivent pas le même objectif.

Titre : Fête de l'Huma : "*Il faut que Hollande mette la barre à gauche*" - Le Nouvel Observateur (16.09). C'est leur seul objectif politique.

Pour info, le PCF compterait 11000 élus et 130000 adhérents. (leparisien.fr 15.09). Précisons que la moitié ou plus sont des retraités ou ont atteint le quatrième âge...

Dernière info (IO n°217 page 8), on a appris que le POI avait adressé une "*lettre ouverte*" M. Manuel Valls, ministre de l'Intérieur pour lui demander de bien vouloir avoir l'obligeance d'"*abroger (la) loi du 16 décembre 2010 sur la réforme territoriale*", ce qu'il ne manquera pas de faire, n'en doutons pas.

Ils ont déjà envoyé une lettre à Hollande, une autre par l'intermédiaire de la Libre Pensée qui est un appendice du POI, une telle allégeance au régime en dit long sur leur indépendance politique...